



**Jour  
J-109**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**17/09/2019**

Aménagement du carrefour de l'Indénié

P 2

**Les travaux officiellement lancés hier**

Lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage

P 3

**Yamoussoukro se mobilise pour accueillir le Chef de l'Etat**

Modernisation de l'administration

P 4

**Le cadre stratégique mis en place**

**• Quelques extraits du communiqué final  
de la session extraordinaire de la Cedeao**

P 9

Journée internationale de l'identité (ID DAY)

P 11

**Konaté Diakalidia : « La Côte d'Ivoire est  
en voie de résoudre le problème de l'identité »**

## Aménagement du carrefour de l'Indénié

# Les travaux officiellement lancés hier

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement et des représentants des partenaires intervenant sur le projet.

C'est au nom du Premier ministre qu'il représentait que le ministre d'Etat, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, a procédé hier au lancement officiel des travaux d'aménagement du carrefour de l'Indénié estimés à 24 milliards de FCfa, dans le cadre du projet de sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody. La livraison des ouvrages est attendue dans 21 mois. Concernant le carrefour proprement dit, il s'agira de la construction d'un canal en béton à ciel ouvert de 49 m de largeur et d'environ 200 m de longueur. Les travaux portent également sur la réalisation de deux ouvrages au nord et au sud de l'Indénié d'une longueur de 55 m et d'une largeur de 12 m, permettant de franchir le canal de la baie de Cocody. L'élargissement du pont autoroutier existant d'une longueur de 64 m et d'une largeur de 6,5 m figure parmi les travaux à réaliser, en plus du pont de Fraternité Matin - de 45 m de long et 8 m de large - qui sera construit entre Adjamé et le Plateau. Sans oublier la création de deux nouvelles voies bitumées d'une longueur de 4, 160 km et d'un fly-over (pont routier en hauteur) d'une longueur de 154 m au Carrefour Réboul, permettant aux véhicules de



Une vue en 3D du giratoire de l'Indénié.

franchir ledit carrefour sans marquer d'arrêt.

### Un projet fort en symbole

Avant de lancer les travaux, Hamed Bakayoko a relevé le caractère symbolique du projet au-delà de sa valeur technique, économique et sociale. A l'en croire, il faut voir à travers ce chantier la volonté du gouvernement de mettre fin aux souffrances et au désagrément que cette partie d'Abidjan a causé aux populations depuis des décennies, avec son lot d'inondations, d'accidents et d'embouteillages notamment. Cela, conformément à la vision du Président de la République de faire entrer

la Côte d'Ivoire dans une nouvelle ère où ces situations tristes seront un passé lointain. Surtout que cette intersection est empruntée quotidiennement par plus de 150 000 véhicules et que ce chiffre est appelé à augmenter rapidement. C'est en cela que le ministre d'Etat, ministre de la Défense a souligné l'attachement du chef du gouvernement à la qualité des travaux et au délai de livraison de l'ouvrage. Cet appel aux opérateurs chargés de la réalisation et du contrôle des travaux a été relayé par le ministre de l'Equipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou. « Nous invitons les entreprises en charge du projet à s'enga-

ger fermement relativement à la qualité des travaux et à livrer les

### Le fruit de la coopération ivoiro-marocaine qui marche

Outre son caractère éminentement stratégique pour la fluidité routière au cœur de la ville d'Abidjan, le carrefour de l'Indénié constitue le fruit d'une coopération économique et politique fructueuse entre la Côte d'Ivoire et le Royaume du Maroc, initiée par les anciens dirigeants Félix Houphouët-Boigny, et Sa Majesté Hassan II, et amplifiée par le Président Alassane Ouattara et le Roi Mohammed VI. Abdelmalek Kettani, ambassadeur du Maroc en Côte d'Ivoire, a tenu à souligner cette convergence de vue entre les deux chefs d'Etat. Mais également

l'étroitesse des relations entre la Côte d'Ivoire et le royaume chérifien dans un esprit de coopération Sud-Sud réussie dans l'intérêt de leurs populations respectives. Le chef de la mission diplomatique marocaine en Côte d'Ivoire a profité de l'occasion pour réaffirmer le caractère « indéfectible » des relations entre les deux pays et l'engagement du gouvernement marocain à accompagner la Côte d'Ivoire dans son processus de développement. Plusieurs membres du gouvernement ont participé à la cérémonie, notamment Kandia Camara, ministre de l'Education nationale, et Bruno Koné, en charge de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme.

ABOUBAKAR BAMBA

ger fermement relativement à la qualité des travaux et à livrer les



Le ministre d'Etat donnant le premier coup de pioche, aux côtés de toutes les parties prenantes au projet... (PHOTOS-HONORÉ BOSSON)



...s'est fait expliquer les planches des travaux par le coordonnateur, Pierre Dimba, Dg de l'Agence de gestion des routes (Ageroute).

## La Bid sur les projets stratégiques

Les travaux d'aménagement du carrefour de l'Indénié sont entièrement financés par la Banque islamique de développement (Bid) à hauteur de 24 milliards de FCfa. Au dire de Mamadou Coulibaly, représentant le chef du Bureau régional de l'institution financière, ces fonds portent à environ 660 milliards de FCfa (1,2 mil-

liards de dollars) le montant total des financements dans le cadre du portefeuille de projets en cours de réalisation. Et à environ 990 milliards de FCfa (1,8 milliards de dollars) l'engagement global de la Banque en Côte d'Ivoire depuis que le pays a rejoint l'institution. Mamadou Coulibaly a également indiqué que ces chiffres vont certainement être rapidement dépassés, d'autant plus que

la Bid a entamé des réformes visant à se rapprocher davantage des adhérents dont la Côte d'Ivoire, à travers de nombreux autres projets structurants à fort impact en interne et avec l'extérieur. C'est en cela qu'il a promis que la Bid suivra de près la réalisation du projet au niveau de la qualité des ouvrages et du respect des délais.

A.BAMBA

## Lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage Yamoussoukro se mobilise pour accueillir le Chef de l'Etat

Les populations, dans leur diversité, se préparent à accueillir le Président Alassane Ouattara.

**A**près le Conseil des ministres prévu pour se tenir le mercredi 18 septembre prochain à Yamoussoukro, le Président Alassane Ouattara va procéder au lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage de la voirie de la capitale politique et administrative qui se trouve dans un état de dégradation en maints endroits. Pour réserver un accueil chaleureux à leur illustre hôte et lui dire merci, les populations de Yamoussoukro se préparent activement pour gagner le pari de la mobilisation.



Les rues de la capitale politique... Bientôt la fin du cauchemar.

A cet effet donc, sur initiative du gouverneur Augustin Thiam, les cadres et élus du district autonome de Yamoussoukro, ainsi que les populations dans toutes leurs diversités, se sont retrouvés le 15 septembre à la salle des mariages de l'hôtel de ville pour constituer trois grandes commissions. Les commissions mobilisation, accueil et transport.

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. «Nous avons donc décidé de transcender nos appartenances et divergences politiques afin de réussir les préparatifs. Et remercier le Chef de l'Etat, parce que depuis 1993, année de décès du Président Félix Houphouët-Boigny, de tous

les chefs d'Etat qui se sont succédés, c'est le Président Alassane Ouattara qui est le premier à entamer un tel programme pour Yamoussoukro», a souligné le Dr. Augustin Thiam, avant d'inviter toute la population à s'unir comme un seul homme pour lui réserver le meilleur accueil possible. «Quand Ouattara promet, il réalise», a-t-il fait remarquer. Pour le ministre Souleymane Diarrassouba, cet événement est un bon prétexte pour consacrer l'Union et la fraternité de tous les fils et filles de Yamoussoukro, car il s'agit, selon lui, du développement du village natal du Président Félix Houphouët-Boigny. «Il faut que les populations se mo-

bilisent pour réserver un accueil populaire et chaleureux au Président de la république afin qu'il sente au plus profond de lui-même, le merci des habitants de Yamoussoukro» a-t-il noté. Comme l'a expliqué Baba Sylla, député de Yamoussoukro commune, les populations de la capitale politique et administrative de la Côte d'Ivoire ont toujours souhaité la réhabilitation de la voirie. C'est pourquoi l'annonce du lancement des travaux de réhabilitation et de bitumage des voies de circulation à travers la ville par le Président Alassane Ouattara lui-même est accueillie avec joie. «Nous sommes

particulièrement heureux et nous lui disons infiniment merci. Nous allons commencer immédiatement la mobilisation pour lui réserver un accueil digne de ce nom. Mercredi matin, nous serons tous à l'aéroport et le soir au lancement des travaux à la Place Jean Paul II. Le maire Gnanréné Jean a, quant lui, promis une grande campagne de sensibilisation des habitants des quartiers et des villages de la commune afin que la mobilisation soit à la dimension de ces investissements que le Président de la République et le gouvernement vont faire à Yamoussoukro.

N'DRI CÉLESTIN

## Lutte contre le terrorisme L'ancien président nigérien donne des pistes de solution

**L**es défis sécuritaires, eu égard au fléau que constitue aujourd'hui le terrorisme, sont énormes, aussi bien au Niger que dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Mahamane Ousmane, ancien chef d'Etat nigérien (1993-1996), déplore la persistance de cette gangrène, avant de tracer des pistes de solution.

«Dans plusieurs parties du territoire national, subsistent des troubles causés par Boko Haram, au niveau de la frontière avec le Nigeria et le Tchad. Au niveau du voisinage avec le Burkina Faso et le Mali, sévissent des groupes terroristes comme Ansar din... Bref, le Niger se trouve confronté à des défis sécuritaires qui vont au-delà de ses frontières», a-t-il fait remarquer, au cours d'un entretien que nous avons eu avec lui, hier, à Abidjan. Il a salué les synergies d'actions que mènent les différents Chefs d'Etat des pays touchés, dans l'optique de lutter farouchement contre le djihadisme. «La présence des terroristes dans nombre de pays a conduit à la mise en place d'un certain nombre d'organes et d'institutions tels que le G5 Sahel. Il s'agit de conjuguer les efforts des Etats, de mutualiser les moyens de préventions et de

lutte, pour atténuer les effets», a-t-il indiqué. Mais, pour l'ancien président du Niger, en plus de ces actions louables, d'autres pistes méritent d'être explorées, à fond. Il recommande dans ce sens que soit menée, au mieux, la lutte contre le chômage des jeunes. «Imaginez un instant qu'un Etat crée un environnement adéquat offrant des occupations dé-

centes, des millions d'emplois, aussi bien pour les diplômés que les non diplômés, aussi bien également pour les jeunes que les moins jeunes, chacun à la mesure de ses capacités, les recruteurs, les vendeurs d'illusion et les trafiquants n'auront plus l'occasion de trouver des oreilles attentives», a-t-il fait remarquer. La conséquence, poursuit l'ancien homme d'Etat, c'est que les jeunes, proies faciles de ces recruteurs et vendeurs d'illusions, seraient sagement occupés par leurs différents emplois, au point que «il n'y aurait plus de personnes oisives à recruter à loisir» pour la cause terroriste. «Pensez-vous, comme c'est le cas aujourd'hui, qu'il y aura des files massives de corveaux et de bras valides qui désertent leurs propres terroirs, pour des aventures incertaines, au risque de leur vie ?», s'est-il interrogé. «Je pense que non», a-t-il rétorqué, en assurant qu'il s'agit avant tout d'attaquer le mal à la racine. Mieux, poursuit-il, la question d'insécurité se trouve intimement liée aux choix stratégiques et aux priorités des programmes politiques de développement, non seulement dans nos pays pris de façon isolée, mais aussi au niveau des communautés de nos pays», a-t-il précisé.

«Le niveau des communautés de nos pays», a-t-il précisé. Mahamane Ousmane préconise, par ailleurs, que soit prise en compte, au titre des solutions contre le terrorisme, la mise en place de systèmes scolaires, universitaires et de formations professionnelles performants. L'objectif étant de donner aux enfants et aux jeunes des formations conséquentes, pour des lendemains meilleurs.

MARCEL APPENA

## Assistance

### Mariatou Koné soulage un étudiant orphelin malade

**L**a ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la Lutte contre la pauvreté, Mariatou Koné, a reçu, mercredi à son cabinet Abidjan-Plateau, David Yao, étudiant en 3e année de sociologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan. Orphelin de père, le jeune homme souffre d'une insuffisance rénale depuis octobre 2012. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des actions de solidarité du gouvernement.



La ministre Mariatou Koné donnant de sages conseils au jeune étudiant en vue de faire honneur à la Côte d'Ivoire.

David Yao bénéficie d'une bourse pour étudier en France et d'une assistance médicale plus adaptée relativement à une intervention chirurgicale. Il a reçu le ré-

confort et des conseils du ministre Mariatou Koné, avant son voyage prévu le dimanche 15 septembre

prochain. Très émue, Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la lutte contre

la pauvreté, a encouragé l'étudiant David Yao à ne pas baisser les bras. «David Yao est un repère, une valeur sûre pour la Côte d'Ivoire et un modèle pour la jeunesse ivoirienne, bien qu'il soit orphelin de père». La ministre l'a invité à revenir en Côte d'Ivoire après ses études en vue d'inspirer la jeunesse ivoirienne parfois désespérée. David Yao, l'étudiant bénéficiaire, a remercié la ministre pour son appui et ses conseils. «Je dis infiniment merci au gouvernement, à la ministre Mariatou Koné pour leurs soutiens», a-t-il dit tout en exhortant la jeunesse ivoirienne à toujours garder espoir.

KANATÉ MAMADOU

## La Cedeao se penche sur la préservation des droits de l'homme

**L**a lutte contre le terrorisme doit se faire dans le strict respect des droits de l'homme. C'est la recommandation d'un atelier sous-régional qui s'est déroulé les 11 et 12 septembre 2019, à l'hôtel Azalai, à Abidjan-Marcory. Cette rencontre qui a eu pour thème «Défis sécuritaires, lutte contre le terrorisme et enjeux de la protection des droits de l'homme dans l'espace de la CEDEAO», a été organisée par le Conseil national des droits de l'homme (Cndh), avec le concours de la Fondation allemande, Konrad Adenauer. Elle a vu la participation des représentants des institutions nationales des droits de l'homme des pays de l'espace Cedeao.

«Cet atelier soulève des interrogations auxquelles nous devons répondre. A savoir,

quels sont les mécanismes de lutte contre le terrorisme existant ? Quel est leur impact sur le respect des Droits de l'Homme ? Quelles sont les obligations de nos Etats en vertu des traités relatifs aux droits de l'homme ? Enfin, comment intégrer la protection des droits de l'homme dans les mécanismes de lutte ?», s'est interrogée Namizata Sangaré. Elle a, par conséquent, dressé un triste tableau de violation des droits de l'homme. «Les pertes en vies humaines se multiplient; les populations sont privées de leurs droits aux services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. En effet, de milliers d'enfants n'ont plus accès à l'éducation, des centres de santé sont fermés», a-t-elle déploré.

M. APPENA

Modernisation de l'administration

# Le cadre stratégique mis en place

La cérémonie marquant le passage en revue du document de base du projet a eu lieu, lundi, à l'Auditorium de la Primature au Plateau.



La ministre Raymonde Goudou-Coffie et les partenaires de son département veulent doter l'administration publique ivoirienne d'un outil de fonctionnement au diapason de celui des pays développés. (PHOTO : PORO DAGNOGO).

Le ministère de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public (Mmais) a organisé, hier, à l'Auditorium de la Primature au Plateau, le lancement officiel des

travaux relatifs au passage en revue du cadre stratégique de la modernisation de l'administration en Côte d'Ivoire. Une étude élaborée avec l'appui financier du Programme des Nations unies pour le déve-

loppement (Pnud) et le soutien technique du cabinet Deloitte, dans l'objectif de fédérer toutes les actions de modernisation au sein des administrations et institutions ivoiriennes selon un cadre de référence

validé et consensuel. L'initiative, au dire de Raymonde Goudou-Coffie, s'inscrit dans la droite ligne de la politique du gouvernement qui est de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent avec une admi-

nistration véritablement au service des populations. « Cet engagement exige une transformation structurelle et fonctionnelle de l'administration publique. C'est pour respecter cette dynamique que mon département ministériel a jugé opportun de relancer ce projet important afin de mettre à la disposition de l'Etat un document de référence appelé "Cadre stratégique de modernisation de l'administration publique" aligné sur les documents nationaux tels que le Programme national de développement (Pnd) et le Programme social du gouvernement (Ps-Gouv) », a indiqué la ministre.

publique moderne, transparente et efficiente, le document de référence qu'est le "Cadre stratégique de modernisation de l'administration publique" aidera à améliorer les indicateurs de gouvernance. Pour le ministre de l'Economie numérique et de la Poste, Mamadou Sango, le document final, en tant qu'outil de gouvernance, permettra l'accès rapide à l'information adéquate et la réduction des délais et des coûts de délivrance des documents administratifs. Il a rassuré Raymonde Goudou-Coffie de l'appui de son département pour la réussite du projet, qui entre dans la vision globale de la gouvernance numérique ■

L'objectif des dirigeants nationaux étant de doter la Côte d'Ivoire d'une administration

GERMAIN GABO

## Immeuble Sib au Plateau De la fumée et une odeur de brûlé



Les pompiers, à l'intérieur avec les responsables de la société, essayaient encore de localiser l'origine de la fumée.

Un coup de fil a alerté hier notre rédaction, nous informant qu'il y avait un incendie à la Société ivoirienne de banque (Sib), au Plateau. Sur les lieux, aux environs de 14 heures, aucune flamme n'était visible. Mais plutôt un attroupelement dans les environs de l'établissement financier. Des clients surpris, qui voulaient savoir ce qui se passe, étaient repoussés par les forces de l'ordre: « Il n'y a pas service, revenez demain ou allez dans une autre agence ». Le personnel vidé des locaux de la banque était maintenu à une certaine distance par un cordon de sécurité. Un policier arrivé aux environs de midi a expliqué

que l'alerte est liée à une fumée provenant de la banque, ainsi qu'une odeur de brûlé. Les pompiers, à l'intérieur avec les responsables de la société, essayaient encore de localiser le foyer. Le commissaire qui conduisait cette opération, et qui devait, selon le policier, mieux nous informer, a préféré garder le silence. Les responsables de la banque également. Un employé de la Cie nous a cependant confié qu'il ne s'agissait pas d'un incendie d'origine électrique. Le personnel était encore en attente de nouvelles jusqu'à 15 heures, au moment où nous quittons les lieux. Tout était apparemment calme ■

M. A. DJIDJÉ

## Enseignement technique et Formation professionnelle Brice Kouassi s'installe

La ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (Menetfp), Kandia Camara, a officiellement présenté le nouveau Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle aux membres de son cabinet, hier au Plateau. À cette occasion, la ministre qui a, avant tout, reconnu les qualités professionnelles de son collaborateur, lui a aussi confié sa feuille de route, laissant transparent, entre autres, les défis auxquels il sera confronté dans l'exercice de ses fonctions.

« La famille vient de s'agrandir avec la nomination du Dr Brice Kouassi au poste de secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. Je suis heureuse de sa nomination d'autant plus qu'il est un fils de la maison, un homme de terrain, un agent de développement, un formateur expérimenté », s'est réjouie Kandia Camara. « Les défis de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (Etfp) pour l'année 2019-2020, en matière de



La ministre Kandia Camara a remis officiellement la feuille de route du département de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle au nouveau Secrétaire d'État.

Coopération, sont, notamment, la mise en œuvre de l'accord signé avec la Banque islamique de développement (Bid), l'obtention de bourses pour quarante de nos meilleurs apprenants dans les structures de formation au Maroc, avec leur prise en charge à l'international; la mise en œuvre de la politique de l'assainissement des établissements privés en partenariat avec la Bad et sur financement de la République de Corée; la mise en œuvre de la coopération technique avec l'Allemagne en matière de formation aux métiers des

énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique... », a égrené la ministre. Toutefois, la première responsable de l'école lui a fait part de sa disponibilité à l'accompagner dans sa mission. « Je vous souhaite une excellente mission », a-t-elle encouragé. « J'ai beaucoup travaillé avec la ministre, ma marraine. Elle m'a accompagné depuis des années. C'est une grande dame et l'un des meilleurs ministres », a réagi le nouveau secrétaire d'État. Poursuivant, Brice Kouassi a reconnu, en toute humilité, « venir surtout

continuer sa formation et apprendre auprès de la ministre Kandia Camara ». A l'en croire, « son département a des ressources humaines de qualité. Mais un manque criant d'information, de communication et de marketing ». Des insuffisances qu'il a d'ailleurs pris l'engagement de combler, en donnant un aperçu des réformes à venir. Le Dr Brice Kouassi a été nommé le 4 septembre dernier, au cours d'un remaniement ministériel ■

ISABELLE SOMAN

Mobilité dans la ville d'Abidjan

# La Banque mondiale octroie 175 milliards à la Côte d'Ivoire

Le Projet de mobilité urbaine d'Abidjan (Pmua) vise à améliorer l'accessibilité aux opportunités économiques et sociales, et à accroître l'efficacité du système de transport public le long du corridor Yopougon-Bingerville et de ses lignes de rabattement à Abidjan.

**A** son cabinet, au Plateau, le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, et la représentante du groupe de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire, Coralie Gevers, ont procédé hier à la signature d'un accord de financement relatif au Projet de mobilité urbaine d'Abidjan (Pmua). Le ministre des Transports, Amadou Koné, était présent à cette cérémonie qui porte sur un prêt de 175 milliards que le groupe va octroyer à la Côte d'Ivoire. Maturité du prêt : 30 ans. D'un montant global de près de 320 milliards de FCfa, le Pmua vise à améliorer l'accessibilité aux opportunités économiques et sociales, et à accroître l'efficacité du système de transport public le long du corridor Yopougon-Bingerville et de ses lignes de rabattement à Abidjan, métropole d'environ cinq millions d'habitants. D'une durée de six ans, le Pmua s'appuie sur



Le ministre de l'Économie et des Finances et la représentante du groupe de la Banque mondiale en Côte d'Ivoire échangent les parapheurs après la signature d'accord.

quatre composantes : mise en œuvre d'une ligne de *Bus rapide de transit* (Brt), appui au renforcement de la Société des transports abidjanais (Soltra). Les deux dernières composantes portent sur l'appui à l'organisation et à la modernisation du secteur des transports artisanaux, le développement du capital humain et l'appui opérationnel. Tout en saluant « l'excellente qualité de la coopération » entre l'État de Côte d'Ivoire et la Banque mondiale, le ministre de l'Économie et des Finances, a rassuré Coralie Gevers de « l'engagement du gouvernement à prendre toutes les dispositions idoines, en vue d'une utilisation transparente et efficace des ressources mises à sa disposition pour la réalisation de cet important projet ». En plus de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le secteur privé, l'Agence française de développement (Afd) soutien-

nent ce projet de mobilité. « Abidjan compte 10 millions de déplacements par jour et selon notre 8<sup>e</sup> rapport sur la situation économique du pays, les ménages les plus pauvres dépensent jusqu'à 30% de leur revenu dans les transports et passent 200 minutes par jour à les utiliser ou les attendre », explique Coralie Gevers. « L'enjeu est de taille », estime la patronne de la Banque mondiale à Abidjan. Car, une amélioration de la mobilité à Abidjan, qui représente près de 20% de la population ivoirienne, de l'ordre de 20% pourrait accroître la croissance économique du pays de 1%. Le Pmua vient « pour apporter une réponse significative au problème de mobilité qui plombe la compétitivité des villes » du pays, rappelle le ministre des Transports. Il devrait bénéficier à toutes les villes du pays, selon lui ■

ANOH KOUAO

Énergies et hydrocarbures

# Abdourahmane Cissé lance des prix d'incitation à l'innovation

Le ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables veut, à travers ces distinctions, promouvoir la recherche et l'entrepreneuriat dans son secteur de compétence.

Les personnes physiques et morales qui ont des projets innovants dans le domaine de l'Énergie et des hydrocarbures peuvent soumissionner à compter d'hier 16 septembre et ce, jusqu'au 16 novembre 2019, au « Prix de l'innovation (#InnovMPEER), du Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables ».

Lancés officiellement hier, par Abdourahmane Cissé, ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, à la salle des fêtes du 20<sup>e</sup> étage de l'immeuble Sciam, les prix récompensent les deux meilleurs projets dans les catégories Énergies et hydrocarbures. Chacun des lauréats recevra 10 millions de F cfa et un accompagnement pour l'implémentation de son projet, a indiqué le ministre Abdourahmane Cissé. « Le Prix de l'innovation du Ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables, vise à encourager et soutenir l'innovation technologique, dans les secteurs de l'Énergie et des Hydrocarbures, pour le bien-être des populations ivoiriennes. Le MPEER souhaite, à travers ce prix, favoriser l'émergence des nouvelles générations de

chercheurs ou prodiges, en soutenant leurs projets et innovations, dans les secteurs Hydrocarbures et Énergies, en Côte d'Ivoire », a-t-il déclaré. Le principal promoteur du prix a mentionné que les projets soumissionnés doivent être des solutions, susceptibles d'être implémentés en Côte d'Ivoire afin d'impacter positivement la vie des ivoiriens.

Les soumissions au prix se font en ligne sur le site internet du ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables. Les personnes intéressées peuvent y trouver également les informations telles que le règlement intérieur du prix et le calendrier de tout le processus d'attribution des prix. Après le lancement du prix hier, la clôture des candidatures est prévue le 16 novembre. La notification des dix finalistes qui seront retenus à l'issue de l'analyse des dossiers par un jury, composé de personnes ressources du secteur privé et de l'administration publique, aura lieu le 9 décembre 2019. Ceux-ci exposeront sur leurs projets devant le jury le 19 décembre 2019 et suivra la remise des prix. Le règlement intérieur du prix souligne que « Les prix de l'innovation du Ministère du



Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé. (PHOTOS : DR).

Pétrole, de l'Énergie et des Énergies Renouvelables » a pour vocation d'encourager, soutenir et valoriser la recherche et le développement dans les secteurs des Hydrocarbures et des Énergies pour d'une part, une exploitation durable et à moindre coût des ressources énergétiques et d'autre part, pour un impact significatif et bénéfique

des énergies dans la vie socio-économique de la Côte d'Ivoire. Ainsi, ces prix font la promotion des travaux et projets d'innovation technologique et scientifique et de service visant spécifiquement à : - réduire le taux de carbone dans le mix énergétique ; - vulgariser l'accès à l'énergie pour tous ; - accroître la part des énergies renouvela-

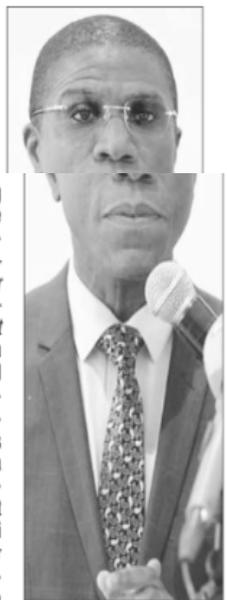
bles dans le mix énergétique ; - réduire le coût d'accès à l'énergie, au gaz ou aux produits pétroliers ; - accroître les rendements d'exploitation des installations des secteurs hydrocarbures et de l'électricité ; - lutter contre les pollutions de l'air, de l'eau et du sol, et contre le réchauffement climatique ; - réhabiliter et réutiliser des sites pétroliers et énergétiques, dans le respect des normes sécuritaires et environnementales.

Peuvent faire acte de candidature, toute personne physique, ivoirienne, résidant en Côte d'Ivoire ou à l'étranger et toute personne morale détenue en majorité par des personnes physiques ivoiriennes. Sont recevables les projets déjà déployés en Côte d'Ivoire, en cours de déploiement ou au stade de projet en développement à la date de soumission ■

DAVID YA

## Fiscalité de la micro-assurance Des textes réglementaires en cours d'élaboration

Arthur Ahoussi, Dga du Trésor public, a procédé, hier à l'Ivoire Golf Club à Cocody, au lancement des travaux d'élaboration d'un texte consensuel régissant la fiscalité du secteur de la micro assurance. Représentant le Dg du Trésor et de la comptabilité publique, Arthur Ahoussi a expliqué que « la finalité de l'atelier de réflexion est de poser les bases d'un cadre fiscal incitatif pour le développement des opérations ». Puisqu'au dire du Dga du Trésor public, il s'agit de permettre aux opérateurs de proposer des solutions d'assurances convenables aux personnes à faibles revenus, particulièrement aux personnes travaillant dans le secteur informel et qui sont souvent desservies par les assureurs classiques. Arthur Ahoussi a donc exprimé la volonté du gouvernement de faire rapidement de la micro assurance un outil de développement au service des populations vulnérables. Surtout que le règlement de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (Cima) en la matière date de 2012 et stipule que chaque Etat-membre définit un régime fiscal incitatif et dérogatoire. Pour sa part, Karim Diarrasouba, directeur des Assurances à la direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, a insisté sur le caractère inclusif et consensuel du projet de textes en cours d'élaboration. L'objectif étant de se doter d'instruments efficaces et durables pour les opérateurs, mais également pour les souscripteurs. Pour sa part, Saliou Bakayoko, président de l'Association des sociétés d'assu-



Arthur Ahoussi a invité les participants à explorer toutes les possibilités, afin de proposer un projet de texte ambitieux.

rances de Côte d'Ivoire (Asaci), s'est félicité de la rencontre et a dit l'engagement des opérateurs à contribuer efficacement à l'atteinte des objectifs assignés à l'atelier. D'autant plus qu'il s'agit d'un outil qui leur permettra de mieux exercer et capter le potentiel de ce marché qui demeure très peu exploité dans notre pays. Outre l'Organisation internationale du travail (Oit), la rencontre a enregistré la participation de l'Association nationale des courtiers d'assurance et de réassurance de Côte d'Ivoire (Ancarci) représentée par son président, Mamadou Kanté ■

ABOUBAKAR BAMBA

## Développement durable Une délégation burkinabè s'imprègne de l'expérience ivoirienne

Le Professeur Joseph Séka Séka, ministre de l'Environnement et du Développement durable a eu, hier, à la Réserve de Dahilafléur à la Riviera, une importante séance de travail avec une délégation de secrétaires du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique du Burkina-Faso. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un voyage d'études et d'échanges de la délégation burkinabè afin de s'enquérir de l'expérience ivoirienne en matière de développement durable. Le Professeur Joseph Séka Séka a saisi l'occasion pour exprimer sa reconnaissance et sa gratitude aux frères venus du Burkina Faso. Avant d'ajouter que l'accomplissement des missions de leurs ministères respectifs nécessite un partenariat fort. « La présence



Le Pr. Joseph Séka Séka (au centre), a témoigné sa reconnaissance à la délégation venue du Burkina

des secrétaires du Burkina Faso nous permet de renforcer le partenariat et de mutualiser les efforts des différents ministères dans l'accomplissement de nos missions. La lutte contre les effets du changement climatique et d'autres défis environnementaux né-

cessite assez de moyens et la mise en place d'un partenariat fort », a-t-il fait savoir. Tout en souhaitant que l'année prochaine, une délégation ivoirienne puisse effectuer une visite au pays des Hommes Intègres. Pour Sib Arnaud, chef de la délégation, l'objectif de ce

voyage d'études et d'échanges est de permettre aux parties prenantes d'apprendre réciproquement les différentes approches de promotion du développement durable à travers des échanges sur les meilleures pratiques ■

ÉMELINE P. AMANGOUA

# Duékoué / Indemnisation des victimes Mariatou Koné remet plus de 176 millions de F Cfa

La ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté a exprimé la compassion de l'État aux blessés et aux familles éplorées.



La ministre Mariatou Koné a exhorté la population au pardon. (PHOTO : D. R.)

dans la commune de Duékoué. "Nous sommes ici pour traduire la compassion de l'État voulue par le Président de la République Alassane Ouattara et le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Chaque ayant droit percevra la somme symbolique d'un million de francs Cfa et chaque blessé un bon de prise en charge médicale et psychologique et une enveloppe de 150 000 francs Cfa comme frais de transport pour se rendre dans des centres de santé. Les victimes qui n'ont pas été prises en compte aujourd'hui le seront une autre fois, le temps que leurs dossiers soient traités", a expli-

qué la ministre. Aussi, a-t-elle rappelé le caractère inclusif et gratuit de l'opération de réparation des préjudices. "La réparation des préjudices est un droit pour les victimes. Cela permet de les soulager. Le Président Alassane Ouattara en a fait un point essentiel pour résoudre le tissu social national, fragilisé par une décennie de crises", a-t-elle ajouté. Par ailleurs, elle a exhorté toute la population ivoirienne au pardon et à la réconciliation. "Nous devons surmonter nos rancœurs, nos méfiances pour bâtir la côte d'Ivoire dans la paix, la

fraternité, la convivialité et la solidarité", dira Mariatou Koné. Poursuivant, elle a invité les victimes à s'inscrire dans la consolidation de la paix et de l'unité nationale. Les victimes ont exprimé leur gratitude aux gouvernants. "L'acte de ce jour envers nous, participe au renforcement de la cohésion sociale. Nous venons d'avoir la preuve que nous n'avons pas été oubliés", s'est exprimé le porte-parole des victimes, Kahan Maurice, par ailleurs chef du village de Guitrozon. ■

SAINT-TRA BI

Deux cent douze personnes dont 170 ayants droit de victimes décédées et 42 blessés ont reçu respectivement des mains de Mariatou Koné, ministre de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté, des chèques et bons de prise en charge médicale. Le tout, pour plus de 176 millions de francs de Cfa. La cérémonie de remise de chèques a eu lieu le 14 septembre à Guitrozon,

## Divo

### Plus de 300 millions de F Cfa au district sanitaire

Le district sanitaire de Divo a obtenu du matériel médical d'un coût de 300 millions de F Cfa. Et ce, grâce au député de Divo Commune, Famoussa Coulibaly, et ses partenaires de World médical Relief et le Cfd. La cérémonie de remise a eu lieu le 12 septembre, à la place de la Paix de la ville. Ce sont, entre autres, des couveuses, des tables de consultation, des lits d'hospitalisation, des fauteuils roulants. Selon une correspondance particulière, il s'agit de matériel neuf qui contribuera à améliorer la prise en charge des patients. Parrain de cette cérémonie, le ministre de l'Hydraulique, Tchagba Laurent, a exprimé sa gratitude au donateur. « Je salue avec déférence le Dr Famoussa Coulibaly pour avoir pris à bras-le-corps les besoins des différentes structures de santé de Divo, en matière de matériels et d'équipements médicaux adéquats et de qualité. Famoussa, merci de faire tienne la volonté du Président de la République en améliorant les conditions de vie des populations », a-t-il indiqué. Prési-



Les dons sont composés entre autres de couveuses, de lits d'hospitalisation, de fauteuils roulants. (PHOTO : D. R.)

dente dudit rendez-vous, la secrétaire d'Etat chargée des Droits de l'Homme, Aimée Zebeyou, tout en félicitant le député Famoussa Coulibaly pour ce don, a invité les uns et les autres à lui boîter le pas. « Votre action est un appel à ne pas attendre tout de l'État et du gouvernement. Vous nous montrez qu'une fois les sillons tracés, il appartient à chaque femme et chaque homme d'apporter sa pierre à l'édifice », a-t-elle indiqué. Quant au Dr Guédé Gnolou Abel, directeur régional de la Santé, représentant le ministre de la Santé et de

l'Hygiène publique, le Dr Aka Aouélé, il s'est réjoui de ce geste qui, à l'en croire, arrive à un moment où le district sanitaire de Divo en a le plus besoin. La mairie a salué son initiative. Par ailleurs, lors de cette journée, plus de 50 personnes ont été pris en charge dans le cadre d'une action sociale grâce à Famoussa Coulibaly. Pour rappel en 2016, le député de Divo commune avait fait un don de matériels médicaux d'une valeur de plus de 277 millions de FCfa. ■

C. DALLET

## Sandégué

### Un centre de santé et du matériel biomédical pour Dalewaré



Une vue du matériel offert. (PHOTO : MARCEL BÉNIÉ)

Bonne nouvelle pour les populations de Dalewaré. Ce village de la sous-préfecture de Dimandougou, dans le département de Sandégué, et les localités environnantes disposent désormais d'un centre de santé intégré. L'ouvrage a été livré aux populations récemment par le président du conseil régional du Gontougo, Ignace Kossonou Kouassi. Outre le centre de santé, il a mis à leur disposition du matériel biomédical d'une

valeur de 6 millions de FCfa. Ces différents dons ont été réceptionnés par le sous-préfet de Dimandougou, Florent Koffi Kouadio. Ce fut une occasion de réjouissance qui a réuni les populations dans la cour du centre de santé. Prières, bénédictions, chants et danses ont ponctué ces moments qui mettent du baume au cœur des malades obligés de parcourir une longue distance pour se faire soigner.

« Notre raison d'être, c'est le bonheur des populations. ■

Toutes ces actions visent à atténuer leurs souffrances », a confié le président du conseil régional du Gontougo. Non loin de Dalewaré, précisément à Sinikosso, le logement de l'instituteur a été livré le même jour au chef de village. Le président du conseil régional était dans plusieurs localités du département de Bondoukou dont Laoudiba où il a visité le chantier de la brigade de gendarmerie en construction. ■

MARCEL BÉNIÉ  
CORRESPONDANT RÉGIONAL

## Tiébissou

### Un élève présumé voleur mis aux arrêts

Un élève en classe de 5e dans un établissement secondaire de Tiébissou, a été appréhendé jeudi, avec certains de ses acolytes, présumés membres d'un gang de voleurs de motos, a appris l'AIP.

Selon les informations, le jeune élève avait pour mission, dans le gang, de repérer les futures victimes. Il identifiait les cours où il y avait des motos et cernait les habitudes des habitants, ensuite informait les

autres membres du groupe. Ils ont été mis aux arrêts par les éléments de N'Guetta N'Guessan, commandant de la brigade de gendarmerie de Tiébissou, suite à une tentative de vol de moto. ■

AIP

# Le rêve d'un petit colibri qui veut faire sa part

Pour lutter contre la désertification, une jeune Ivoirienne, Sarah Traoulisi, a trouvé une méthode venue du Kenya: le Seeballs.

**E**lle a un cœur, sans doute en vert ; dans sa tête, des mots qui font militante écologiste :

«Le réchauffement climatique est mondial, avec ses effets dévastateurs... En 2050, la température de la terre va augmenter de 2 degrés. Nous, adultes, avons l'obligation de penser aux enfants, à l'avenir. Or, la forêt est la première solution naturelle pour faire face au réchauffement climatique. Et moi, j'ai eu peur, peur pour demain. Pour nos enfants. Il nous faut sauver notre environnement », disait-elle, sur un site.

Dans la voix, comme dans le geste, un défi à relever : «Je veux rendre service à mon pays qui a perdu, en quarante ans, plus de 80% de son couvert forestier, en le reboisant par une méthode révolutionnaire, née au Kenya : le SEEDBALLS».

Entendez : boules de graines. Une boule faite à partir de diverses terres, de la forme d'une balle. En son sein, une graine issue des essences diverses, rien qu'avec des essences forestières, sans ingrédients chimiques.

Le procédé consiste à la jeter dans un milieu naturel, selon les caractéristiques du terrain : «C'est une vieille technique qui remonte à l'Égypte pharaonique qui a été perfectionnée et mise en pratique par le Kenya».

Une technique apparemment simple pour reboiser, mais qui nécessite un savoir-faire. Qui exige aussi d'avoir suffisamment de moyens financiers disponibles ; ce dont, face aux nombreuses urgences à satisfaire, nos États africains peinent à trouver les fonds, ou sont lents à la détenir.

Mais, à côser vaillant, rien d'impossible, cette écologiste devenue décidée de s'y lancer. À ses frais. Sans l'aide de personne. Au nom de quoi ?

«Participer à la lutte contre le réchauffement climatique». Alors, face à l'impératif de sauver la forêt de l'espace natal, «Je me suis documentée, j'ai fait des recherches, et j'ai appris que la première solution naturelle pour y remédier, est de créer des forêts multi-essences.»

Mais avant : «J'ai pris attache avec les initiateurs de SEEDBALLS du Kenya, notamment une société qui y exploite ce concept depuis trois ans, qui a une reconnaissance internationale autour du sujet sur le reboisement».

Ainsi naît, SEEDBALLS Côte d'Ivoire : «C'est une jeune entreprise ivoirienne, que j'ai créée dont les missions visent à créer de la valeur ajoutée,



té, tout en veillant à résoudre des enjeux sociaux et surtout environnementaux». Entreprise écologique, créée sur fonds propres, elle en est convaincue, que ce projet méconnu, peut et devait être une solution : «Je me dis qu'avec cette méthode, on peut aussi révolutionner les choses. Du coup, je n'ai pas hésité une seule seconde, à me lancer dans ce combat pour produire des SEEDBALLS en Côte d'Ivoire, avec nos espèces locales, afin de participer, à ma manière, à reboiser mon pays».

La quarantaine finissante, rien, vraiment rien ne destinait Sarah Traoulisi à mener ce combat vert : «Absolument ! Rien à voir avec la forêt. J'étais dans la Com». Aujourd'hui, reconversion professionnelle obligeant, elle veut donner un autre sens à sa vie, «en participant à la reforestation de façon à la rendre accessible à tous». Pour elle, avec cette technique, il est possible de reboiser rapidement, et à grande échelle : «Le SEEDBALLS représente un espoir incroyable». Alors, depuis bientôt un an, à sa passion rivée, elle fabrique ses boules d'essences, et les donne «gratos» à des Ong pour mener son combat. Celle de la désormais militante écologiste :

«Aujourd'hui, partout dans le monde, ce type d'entreprises «hybrides» commencent à exister». Les autorités de son pays, la Côte d'Ivoire, chargées de l'Environnement, avec ses démentements, ne sont guère insensibles à

ce combat : «J'ai rencontré, ministre Alain Richard Donwahi, et le REDD+, qui est une antenne du ministère qui lutte contre les gaz à effet de Serre, la Sodelor». Accueil favorable : «Nous sommes en train de mettre en place des sites pilotes. Mais avec l'État, comme c'est toujours lent, je me suis tournée vers le privé, qui a des obligations sociales, m'étais-je dit, comme celui, entre autres, de tenir compte du bien-être des populations. Mais l'environnement, ne fait pas partie de leurs priorités. Alors que l'Environnement est un sujet-plate du siècle».

En attendant, cinq sites pilotes ont été identifiés ; et les opérations, avec le ministère, la Sodelor, la Banque mondiale devaient pouvoir être lancées en début du mois d'octobre : «Ces sites concernent les forêts classées de Kassa (Agnéby), Ahua (NZI), Duékoué (Guémon), Rapides-Grah (San-Pedro) et Kouabo Boka (Ifou). D'ailleurs, la Banque mondiale suit de près ce projet, avec

veret, à partir du Projet d'Investissement Forestier (PIF) Point de départ du déclin : d'abord une conférence sur le réchauffement climatique, qui lui donne froid dans le dos ; puis un reportage de la BBC sur le réchauffement climatique, avec l'expérience au Kenya du SEEDBALLS : «J'y ai entendu, entre autres, cette phrase rassurante : «En Afrique, on a trouvé la solution au reboisement. Je me suis sentie interpellée par ce message fort, et j'ai décidé d'en faire un combat. Car, c'est quoi la valeur ajoutée de notre vie, si chacun ne joue pas sa partition avant de partir?».

La voilà lancée dans sa vision messianique des choses : «En réalité, chacun a un but à atteindre dans sa vie ; quand le moment arrive, on ne s'arrête plus. J'ai donc trouvé le concept génial, et me suis mis à faire des recherches, impressionnée par la simplicité de la méthode, et j'ai compris que le moment était venu...».

Cette méthode qui repose sur une logique environnementale, présente, selon elle, plein d'avantages : «À défaut d'empêcher l'homme de produire du carbone, on peut le compenser. De plus, elle rompt les amarres avec les vieilles méthodes de reforestation, avec les nombreuses étapes. D'un, au niveau économique : elle coûte le ¼ d'un reboisement classique, 800 mille à 1 million l'ha, contre 200 à 300 mille l'ha, avec la balle de graine qui revient à 60 Fcfa ; de deux, on a un gain de temps. Point de défrichage, de brûlis, de trouage, de piquetage, etc. Avec le SEEDBALLS, on jette la graine, qui est une pépinière ambulante. Ne lui manque que de l'eau pour pousser ; de trois, un gain de temps pour semer la graine sur des surfaces considérables.

D'ailleurs, je négocie avec une société qui a des drones pour libérer les graines sur d'énormes superficies ; de quatre, il y a l'avantage écologique. On évite les sachets noirs des pépinières qui restent 500 ans dans le sol...

Donc, là où le reboisement classique montre ses limites, le SEEDBALLS est une solution». Surtout que l'État ivoirien entend reboiser, d'ici 2040, six millions d'ha.

Pour l'heure, avec une équipe de vingt personnes, en zone industrielle, à Yopougon, elle fabrique de manière artisanale, 40 sacs / semaine ; des sacs de 25 kilos, contenant environ 2000 à 3000 boules. La tête, encore dans les chiffres, elle assène :

«Avec un sac de 25 kilos, on reboise un ha.» Elle peut en faire plus, mais l'idée de mécaniser la fabrication des boules ne l'intéresse guère : «C'est un projet sur l'environnement certes, mais avec un volet social. Je veux créer de l'emploi. Pas d'intrants chimiques, il faut travailler avec la nature et non contre elle. L'idéal serait d'avoir des sites de production un peu partout, des sites de proximité qui faciliteraient bien les transports du produit».

Dans ce combat, une chose l'a marquée : «La conscience aigüe des jeunes, face au ré-

chauffement climatique : «Ce sont eux, qui m'approchent. Et beaucoup ont des Ong, comme Golden Heart, Act For The Future, Collectif pour l'Écologie du lycée Blaise Pascal, etc. Ils ont entre 15 et 19 ans ! De jeunes ivoiriens de l'étranger ont aussi ouvert une cagnotte en ligne pour aider à... La conscience que ces jeunes ont, m'a beaucoup surpris.»

Écologistes dans l'âme aussi, chaque mois, ils veulent même faire des cotisations pour faire des plantings :

«Non, j'ai décidé de leur offrir gratuitement les graines que je prépare. Mon modèle économique est surprenant, en effet. Je suis une entreprise sociale et environnementale» en somme, un mélange d'Ong et de volontariat, adossé à la défense de la nature et donc à la lutte contre le changement climatique. Même si les charges sont énormes.

Pour y faire face et survivre : «Je sollicite des entreprises pour nous aider à fabriquer les boules que je livre aux communautés villageoises, en collaboration avec des

Ong afin qu'elles les répartissent dans leurs environnements. Regardez Abidjan ! Combien de pôles verts peut-on y compter ? Le béton à la place de la nature ! ». Ça ne fait pas école, en effet.

Habitée par un don de soi, visée par une sorte de voix intérieure, le rêve de Sarah Traoulisi est immense : «Je veux recréer les essences que Dieu nous a données, planter des milliers d'arbres en Côte d'Ivoire, afin que les discours ne restent pas des vœux pieux». Hélas ! : «On perd plus de temps dans des colloques que de planter un arbre. Quand on est arrivés sur terre, il y avait la forêt, pourtant ! ». Son crédo : reboiser, reboiser rapidement, à grande échelle, c'est possible ! Elle se rappelle ce cri du cœur de la jeune militante écologique Greta Thunberg : «Vous ne pouvez pas dire que vous aimez vos enfants et en même temps ne pas se soucier de leur avenir».

Elle en a quatre, et entend se battre pour eux, pour ses milliers d'enfants, d'ici et d'ailleurs, afin que demain, partout sur la terre, à commencer par son pays, soit vert.

Qu'importe si elle ne voit la réalisation de son rêve, sans doute veut-elle être comme le petit colibri de Pierre Rabhi : faire «sa part», en jetant les boules, en les dispersant dans la nature : «Je serai ce petit colibri, même si ce n'est rien, dans l'immensité de la tâche.»

Et si chacun faisait sa part. ■

## L'histoire du petit colibri

**U**n feu dévastateur se décline sur la terre, qui se propage à grande vitesse, de village en village, de forêt en forêt... Les hommes courent, s'empressent, mais rapidement n'ont plus qu'une hâte : s'éloigner et se mettre à

l'abri. Dans le ciel, un petit colibri s'affaire. Il vole de feuille en feuille, très haut, à la recherche de la moindre goutte d'eau. Dès qu'il en saisit une, au creux d'une feuille ou d'une souche, il la met dans son bec et va la projeter sur le feu. Et le manège recommence. Le petit colibri

s'affaire, toujours plus rapide et concentré sur sa tâche.

Un homme qui l'aperçoit le rappelle à l'ordre.

-Petit colibri, mais pourquoi t'affaires-tu ? Tu vois bien qu'à toi seul, tu n'éteindras pas le feu».

Et le petit colibri répond. -Je fais ma part. ■

M.KOFFI

Par MICHEL KOFFI

# • Quelques extraits du communiqué final de la session extraordinaire de la Cedeao

La Conférence décide d'adopter un Plan d'actions prioritaires sur la période 2020 – 2022 articulé autour des axes suivants :

## La mutualisation des efforts et la coordination des initiatives de lutte contre le terrorisme

La Conférence renouvelle son engagement en faveur de la mutualisation des efforts et de la coordination des initiatives. Elle réitère son appel à renforcer les actions menées par la Force conjointe du G5 Sahel et par la Force multinationale mixte du Bassin du Lac Tchad.

La Conférence approuve le principe d'une implication de la Force en attente de la Cedeao dans la lutte contre le terrorisme. Elle demande aux ministres en charge de la défense et de la sécurité de lui proposer l'opportunité et encourage la Commission de la Cedeao à continuer le processus d'opérationnalisation du dépôt logistique de la Cedeao à Lungi, République de Sierra Leone.

## Le partage effectif et direct des informations et de renseignements entre les services de sécurité des Etats membres

Les Etats membres s'engagent à partager directement les informations et renseignements au niveau interétatique, en assurant notamment la coordination, au niveau national, des services étatiques impliqués dans la lutte contre le terrorisme ; la numérisation des données criminelles, judiciaires et administratives ; et la création de systèmes automatisés d'identification des empreintes digitales.

La Conférence demande à la Commission d'accompagner la mise en œuvre de ces mesures en engageant les consultations nécessaires avec l'Union européenne et Interpol en vue d'accélérer l'exécution du Système d'information policière de l'Afrique de l'Ouest (Sipao).

## La formation et l'équipement des acteurs étatiques impliqués dans la lutte contre le terrorisme

La Conférence exhorte les Etats membres à former, entraîner et équiper, de manière adéquate, les services étatiques impliqués dans la prévention et la lutte contre le terrorisme, notamment les forces de défense et de sécurité, les cadres de l'adminis-

tration judiciaire et des ministères de l'Economie et des Finances.

Les Etats membres s'engagent à mutualiser les moyens de formation et d'entraînement. A cet effet, la Conférence instruit la Commission à engager les discussions avec le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le gouvernement de la République du Sénégal afin de développer un partenariat effectif et à long terme avec respectivement l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (Ailct) de Jacqueline et l'Ecole nationale de cybersécurité à vocation régionale de Dakar.

Des synergies d'actions seraient également recherchées avec les structures de formation du G5 Sahel et de FMMBLC.

## Le renforcement de la gestion et du contrôle sécuritaire aux frontières terrestres, aériennes, maritimes et fluviales

Les Etats membres s'engagent à former et équiper les administrations nationales impliquées dans la gestion et le contrôle des frontières, ainsi qu'à planifier et conduire des patrouilles et des opérations transfrontalières conjointes le long des frontières sensibles. La Conférence exhorte les Etats membres à produire et utiliser la carte d'identité biométrique de la Cedeao afin de concilier le principe de libre circulation des personnes et des biens avec les impératifs de sécurité. Elle encourage les Etats membres à soutenir le développement et/ou le retour des services de base dans les zones frontalières, à travers notamment le Fonds régional de stabilisation de la Cedeao. La Conférence encourage les Etats membres à adopter un cadre juridique pertinent devant faciliter le droit de poursuite dans le cadre des opérations de lutte contre le terrorisme.

## Le renforcement du contrôle des armes et des produits sensibles à usage multiple

Les Etats membres décident de renforcer la sécurité de leurs stocks d'armes et de munitions par la mise en œuvre de programmes de sécurité physique des dépôts, d'informalisation de la gestion des stocks et de formation continue du personnel concerné.

Ils décident également de



Mahamadou Issoufou, président en exercice de la Cedeao. (PHOTO : PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE).

renforcer le contrôle de l'acquisition, du port et de l'utilisation des armes légères et de petit calibre et leurs munitions par les civils. A cet effet, les Chefs d'Etat et de gouvernement s'engagent à réexaminer ou adopter les cadres législatifs et réglementaires pertinents ainsi qu'à opérationnaliser et informatiser un fichier national des détenteurs d'armes, à renforcer le contrôle de l'acquisition et de l'utilisation des produits sensibles à usage multiple, et à créer et gérer, au niveau national, une base de données informatisées des fabricants locaux d'armes afin de mieux renforcer le contrôle de la fabrication artisanale d'armes.

## La lutte contre le financement du terrorisme

La Conférence réaffirme l'impérieuse nécessité de prévenir, détecter et réprimer le financement du terrorisme en Afrique de l'Ouest soutenu par des trafics de tout genre. A cet effet, les Etats membres décident de renforcer leur politique nationale de lutte contre le financement du ter-

rorisme et d'améliorer la conformité technique et l'efficacité des dispositifs nationaux de lutte contre le financement du terrorisme.

Les Etats membres s'engagent à assurer la coordination nationale et à améliorer la coopération internationale en renforçant les prérogatives des Cellules de Renseignement Financier (CrF) en les impliquant dans la production et le partage de renseignements criminels utiles à la lutte contre le terrorisme.

La Conférence exhorte les Etats membres à renforcer la lutte contre la criminalité transfrontalière organisée, en particulier le trafic de drogue, de tabac et de faux médicaments afin d'assécher les capacités de financement des groupes terroristes. Elle instruit la Commission à organiser une réunion des responsables de la sécurité en vue de faire le point sur la mise en œuvre du Plan d'action régional de la Cedeao en matière de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, la criminalité organisée qui y est liée et l'abus de drogue.

La Conférence réaffirme sa détermination à prévenir et à lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation. A cet effet, elle exhorte les Etats membres à impliquer fortement les leaders religieux et

communautaires, les femmes, les jeunes, les chercheurs et autres groupes concernés de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes pertinents de réconciliation, de lutte contre l'analphabétisme et de promotion de l'éducation à la paix. En outre, elle encourage les Etats membres à définir des cadres pour une pratique religieuse empreinte de tolérance, de modération et de promotion de la culture de la paix.

Les Etats membres s'engagent à poursuivre la création des infrastructures socio-éducatives et à mettre en œuvre des programmes de développement, notamment dans les zones affectées par les attaques terroristes. Ils s'engagent plus particulièrement à créer des structures de formation professionnelle et à financer des projets à impact rapide et des programmes d'activités créateurs d'emplois.

## Plan d'action et de mobilisation des ressources pour financer la lutte contre le terrorisme dans l'espace Cedeao

Sur la base des présentes décisions, la Conférence instruit le Président de la Commission à finaliser, dans les meilleurs délais, le Plan d'actions prioritaires 2020 – 2022 pour éradiquer le terrorisme dans la région, lequel plan servira d'outil de mobilisation des ressources financières nécessaires. Le Plan d'actions et son budget finalisés doivent être soumis à la Conférence pour adoption lors de sa prochaine session ordinaire prévue le 21 décembre 2019 à Abuja, République fédérale du Nigeria.

La Conférence met en place un Comité de suivi comprenant les Etats membres et la Commission de la Cedeao qui rendra compte semestriellement de l'application des présentes décisions au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement.

La Conférence lance un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux pour accompagner, par un appui technique et financier, la mise en œuvre de décisions prises. Elle instruit, à cet effet, la Commission à organiser, une fois le Plan d'actions adopté, une rencontre avec les partenaires afin de mobiliser les ressources comme mesure complémentaire là où cela est nécessaire ou désirable ■

Journée internationale de l'identité (ID DAY)

# Konaté Diakalidia : « La Côte d'Ivoire est en voie de résoudre le problème de l'identité »

Le monde entier commémore aujourd'hui la Journée internationale de l'identité. À la faveur de cette commémoration, Konaté Diakalidia, Dg de l'Office national de l'état civil et de l'identification (Oneci), dans cet entretien, situe les enjeux.

**Pourquoi dédier une journée à la célébration de l'identité ?**  
Je voudrais tout d'abord souhaiter une bonne célébration à toutes et à tous. Pour revenir à votre question, il faut dire que la date du 16 septembre a été choisie pour commémorer l'Objectif de développement durable (ODD) en son point 16.9 qui appelle à une identité juridique pour tous, notamment l'enregistrement de toutes les naissances d'ici 2030. Cette commémoration fait suite à la campagne "ID DAY" lancée par ID-AFRICA, une institution africaine spécialisée dans le domaine de l'identification, lors de la 4<sup>e</sup> réunion annuelle du mouvement éponyme, le 24 avril 2018 à Abuja au Nigeria. La campagne, entrée dans sa deuxième phase en août 2018, a créé une coalition en vue d'une plaidoirie politique des institutions et des gouvernements, dans l'optique d'aboutir à l'inscription par les Nations unies de cette journée. Le dossier semble être bien avancé. Pour l'instant, pour appuyer la plaidoirie, les États ont commencé à ma-

nifester leur intérêt pour la journée. Le Nigeria l'a déjà instituée. En attendant que notre pays lui emboîte le pas, nous accompagnons le mouvement sur le plan international en prenant une part active à la promotion de cette journée.

**Quel est le contenu de cette journée ?**

Les journées internationales d'observance sont des moyens efficaces et pratiques pour susciter une prise de conscience et une sensibilisation autour d'un sujet. La Journée internationale de l'identité n'échappe pas à cette règle. Le ID-DAY, comme on l'appelle en anglais, est principalement motivé par la volonté des spécialistes des questions d'identité de sensibiliser l'opinion publique et particulièrement les décideurs politiques au rôle fondamental que joue l'identité pour rendre les personnes visibles et par ricochet leur permettre d'exercer leurs droits politiques ainsi que leur inclusion sociale et financière.



**Quel est l'enjeu de l'identité juridique pour les États africains aujourd'hui ?**

La problématique de l'identité juridique des personnes physiques continue de constituer un enjeu de premier ordre pour l'Afrique, tant pour le renforce-

ment de l'Etat de droit que pour le développement socio-économique de tout pays. Comment l'Etat pourrait-il planifier le développement et garantir les transactions financières s'il n'a pas la possibilité de donner une identité précise et vérifiable

à sa population ?

Consentis de cette problématique, de nombreux États africains ont adopté plusieurs dispositions juridiques pour encadrer l'identification de leurs citoyens et des étrangers résidant ou de passage sur leur territoire. Mais, en dépit de toute la législation en la matière, des États africains ne maîtrisent pas encore la plénitude de l'identification de toutes les personnes physiques vivant sur leur territoire encore moins ne disposent pas d'une base de données nationale exhaustive et fiable concernant l'identification de leurs populations.

**Qu'est-ce qui est fait en Côte d'Ivoire pour maîtriser la question de l'identité ?**

La maîtrise de la question de l'identité passe nécessairement par la maîtrise des données d'état civil, des données biométriques et du flux migratoire. La Côte d'Ivoire est en voie de résoudre le problème avec la mise en œuvre en cours du Registre national des personnes physiques, le Rnpp.

rienne présente sur le territoire national, permet de disposer de données statistiques fiables pour les politiques de planification socio-économique et une meilleure traçabilité des individus pour les stratégies de sécurité. En plus, le Nni est une opportunité d'une meilleure gouvernance administrative avec la possibilité d'avoir une pluralité de documents administratifs pour une unicité d'identité.

**Parlant du Rnpp et du Nni, vous avez fait cas de « pluralité d'actes administratifs pour une unicité d'identité ». Pouvez-vous mieux l'expliquer à nos lecteurs ?**

Actuellement, pour un même individu, les documents qu'il établit portent des numéros différents d'une administration à une autre. Or, le NNI est un numéro unique qui est associé à l'identité de l'individu. Il pourra donc l'utiliser pour accomplir aisément les actes de la vie civile et avoir tous les documents qu'il souhaite. En clair, le Rnpp est un système informatique bâti autour d'un éco-

## Lutte contre le travail des enfants

# Dominique Ouattara aux États-Unis

La Première dame passera un séjour en Amérique pour parler de l'enjeu du plan national de lutte contre l'exploitation des enfants.

**D**ominique Ouattara, Première dame et Présidente du Comité National de Surveillance des actions de lutte contre la Traite, l'Exploitation et le Travail des enfants, est aux États-Unis. Elle arrive à Washington DC le 14 septembre, pour une visite de travail de six jours. La Première dame a été accueillie à son arrivée à l'aéroport de Virginie par Haïdara Mamadou, chef de la mission diplomatique ivoirienne aux États-Unis. Au menu de ce séjour, des rencontres et des audiences avec plusieurs personnalités politiques et de la société civile pour faire le point des engagements de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre le travail des enfants. La Côte d'Ivoire s'est dotée de textes sur les travaux dangereux interdits et ceux dits légers



La Présidente du Cns Dominique Ouattara, s'est rendue à Washington pour mettre en relief tous ses efforts visant à l'éradication du phénomène. (PHOTOS:DFR)

autorisés. Elle dispose aussi d'un plan national visant à mener la lutte contre ce phénomène. Pour un budget de plus de 76 milliards de F cfa, ce plan s'étend de 2019 à 2021. Il s'agit de réduire de manière signifi-

cative le phénomène en Côte d'Ivoire. La Première dame, Dominique Ouattara a échangé récemment avec Richard Scobey, président de la fondation mondiale du Cacao, à la résidence présidentielle.

Il l'a rencontrée pour la féliciter pour son leadership dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants et pour l'élaboration d'un nouveau Plan d'Action national pour l'éradication du phénomène.

Dans ce cadre, la sous-direction de la police criminelle chargée de la lutte contre la traite des enfants et de la délinquance juvénile pourra étendre de manière permanente ses missions à l'intérieur du pays. Parce qu'elle a obtenu récemment deux véhicules de type 4X4 double cabine et du matériel bureautique (ordinateurs, vidéo-

projecteur, meubles...) d'une valeur de 80 millions de F Cfa. C'est le don fait par le comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cns) et du comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (Cim)■

CHRISTIAN DALLET

## Commémoration L'association Al-Ghadir donne son sang en mémoire de l'imam Hussein



Itec Day

Des bourses cherchent preneurs à l'ambassade de l'Inde

L'itec day a été célébré le 13 septembre en Côte d'Ivoire, à l'instar de nombreux pays à travers le monde où ce programme existe. C'est l'espace Latrille Events, à Cocody II Plateaux, qui a servi de cadre à la cérémonie organisée par l'ambassade de l'Inde en Côte d'Ivoire. Sailas Tangal, ambassadeur de l'Inde en Côte d'Ivoire, a lancé un appel aux travailleurs ivoiriens à postuler à la centaine de bourses de renforcement des capacités proposées, chaque année, par son pays dans le cadre de ce programme de Coopération technique et économique. Il a regretté que la Côte d'Ivoire ne parvienne pas à atteindre le quota de cent bourses qui lui sont destinées tous les ans. Selon les chiffres communiqués par cette chancellerie, dans ce mois (septembre), à quelques semaines de la clôture de la session 2019 d'attribution des bourses, seulement 11 bourses avaient trouvé preneurs. Le



Sailas Tangal, ambassadeur de l'Inde en Côte d'Ivoire, encourage les travailleurs ivoiriens à s'approprier les bourses du programme Itec.

diplomate Indien s'est engagé à œuvrer à doubler ce quota (soit 200 bourses), si le pays parvenait à atteindre les cent bourses. L'itec se présente comme un programme de renforcement des capacités entièrement financé par l'État indien et destiné aux employés des

secteurs public et privé. Dans le cadre de ce programme, cent bourses d'études sont mises à disposition dans des domaines très variés. Les formations durent entre une semaine et 6 mois, et concernent des personnes dont l'âge varie entre 25 et 47 ans. Ibrahim

Lopko, représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a salué cette opportunité offerte aux travailleurs ivoiriens. Il a rappelé que cette bourse est mise en œuvre dans un esprit de solidarité et d'ouverture de l'Inde. « Les attestations délivrées dans certains modules de ce programme ont valeur de diplômes. Le ministère de l'Enseignement supérieur prendra les dispositions pour les valoriser à travers des équivalences », a-t-il promis.

La cérémonie a enregistré le témoignage de nombreux anciens bénéficiaires de ce programme, qui ont traduit leur satisfaction. Ils ont plaidé pour que les quittes soient facilement accordés aux postulants dans les différentes administrations publiques et privées. Car selon eux, le faible taux de participation des Ivoiriens à ce programme s'explique, en partie, par la rigidité de ces procédures.

DRAMOUS YÉTI



Le ministre Mabri Toikeusse entouré du docteur Ali Bdein, président de Al-Ghadir (à gauche) et de l'imam Cheikh Ghaleb Kojok.

Depuis 1380 ans, la communauté libanaise commémore l'assassinat de l'imam Hussein, petit-fils du prophète Mahomet et de plusieurs de ses proches. Il s'agit de ses enfants, gendres et plusieurs de ses compagnons. Cette commémoration, faite le dixième jour du premier mois du calendrier lunaire, le mois de Muharram, dénommé Achoura est perçue comme « la victoire du bien sur le mal, du sang sur le sabre et de l'islam authentique du prophète Mahomet sur l'islam dévié de Yazide » et est organisée en Côte d'Ivoire par l'association Al-Ghadir à la grande mosquée libanaise de Marcory. Occasion au cours de laquelle les fidèles musulmans de cette communauté posent une action humanitaire en donnant « un peu de leur sang pour sauver des vies ». La 20<sup>e</sup> édition du souvenir de l'imam Hussein a eu lieu le 10 septembre en présence du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique,

Albert Mabri Toikeusse. Ils étaient plusieurs centaines à prendre d'assaut, très tôt le matin, la mosquée libanaise.

Où attendaient le docteur Konaté Saydou et ses collaborateurs du centre national de transfusion sanguine (Cnt). 550 poches ont été recueillies avant l'enseignement, en Arabe et en français, des valeurs du pardon et de la paix, par l'imam de Al-Ghadir, Cheikh Ghaleb Kojok. L'imam fera remarquer que l'islam est fondé sur les valeurs du pardon et la promotion de la paix. C'est pour cela, la commémoration du tragique assassinat de l'imam Hussein est l'occasion de célébrer la vie en recueillant du sang pour sauver des vies, contrairement à tout esprit de vengeance qui pourrait animer la communauté. Le ministre Mabri Toikeusse qui avait à ses côtés le président de l'association Al-Ghadir en Côte d'Ivoire, le docteur Ali Bdein, a salué l'esprit de paix de l'islam.

MARC YÉVOU (Sercom)

Région du Poro

Kobenan Kouassi Adjoumani annonce des projets

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a eu une rencontre d'échange avec ses collaborateurs exerçant dans le nord du pays.

Le nouveau ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a rencontré le 14 septembre à Korhogo (Nord), le directeur régional de son ministère, les premiers responsables des structures sous tutelle et des agents de son ministère dans la région du Poro, selon un communiqué des services du ministère. « Bientôt nous serons ici pour lancer de grands chantiers agricoles, je vous invite à vous mobiliser pour la réussite de ces événements quand nous aurons arrêté la date avec le Premier ministre », a-t-il déclaré.



Le représentant du gouvernement (2<sup>e</sup> à partir de la droite) a invité ses collaborateurs à se mettre au travail

A l'occasion, le représentant du gouvernement a invité ses collaborateurs à se mettre au travail comme ils l'ont toujours fait afin de mériter la confiance des paysans. Pour lui, certes, il est aujourd'hui à la tête du département de l'Agriculture et du Développement rural, un ministère qu'il connaît plus

ou moins pour avoir été 11 ans durant ministre des Ressources animales et halieutiques. C'est pourquoi il a fait savoir à ses collaborateurs qu'il est temps de « redonner de l'espoir à nos parents agriculteurs en se mettant à leur service ». La région du Poro, a rappelé le ministre, est une région agricole. Ainsi, l'encadrement des paysans

doit être renforcé en raison de ses atouts. S'exprimant au nom des agents du ministère, le directeur régional, Powa Max, a dit sa fierté d'avoir eu cette rencontre avec leur tout nouveau ministre. « L'administration est une continuité, le ministre, nous sommes à votre disposition pour continuer le travail afin de satisfaire aux besoins de

nos parents agriculteurs sur le terrain afin que le président de la République et le Premier ministre, fils de la région, qui vous ont fait confiance en vous nommant à la tête du ministère de l'Agriculture et du Développement rural soient fiers de vous et de nous », a fait remarquer Powa Max.

ANOH KOUAO

Recettes d'exportation  
Le taux de rapatriement en hausse de 31%

Le taux de rapatriement des recettes d'exportation en Côte d'Ivoire est en hausse. Il est passé de 30% à fin 2017 à 61% au 31 décembre 2018. Ce chiffre, représentant un « bond quantitatif de plus de 100% », s'est félicité, le 13 septembre au Plateau, Kouadio Mathias, conseiller technique du directeur général du trésor et de la comptabilité publique. Il intervenait à l'occasion de la journée de lancement de la 2<sup>e</sup> phase pilote du module de suivi du rapatriement des recettes d'exportation. Ces performances ont été possibles, selon lui, grâce à des séminaires d'informations, d'échanges et de sensibilisation organisés respectivement en novembre 2016 et 2018 dans la cité balnéaire de Grand-Bassam sur la réglementation des relations financières extérieures, des missions de sensibilisation de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao), des rencontres sectorielles, etc. Les textes de l'Union économiques et monétaires ouest-africaines (Uemoa) font obligation aux exportateurs de rapatrier, via une banque,

l'intégralité des recettes issues de leurs exportations hors Uemoa, il leur est fait obligation de céder à la Bceao au moins 80% des devises correspondantes encaissées dans leurs livres. Les devises issues des opérations économiques et financières internationales permettent de faire face aux engagements extérieurs qui deviennent de plus en plus importants, dans un contexte marqué par le dynamisme de l'économie nationale.

La journée de lancement de la 2<sup>e</sup> phase pilote du module de suivi du rapatriement des recettes d'exportation a pour objectif de former et sensibiliser les acteurs intervenant dans la chaîne des exportations au mode d'utilisation du nouvel applicatif développé par la société Guichet unique du commerce extérieur (Guice) Côte d'Ivoire.

Elle entend également permettre un recensement des difficultés liées à l'utilisation de l'outil visant à faciliter le suivi et le contrôle du rapatriement des recettes d'exportation. Et suggérer des mesures concrètes susceptibles d'améliorer des statistiques y afférentes.

A.KOUAO

Exécution du budget programme 2020-2022

# Le gouvernement prépare le document de déclaration sur les risques

Les experts de la direction générale du budget et des finances étaient en atelier de pré validation technique du projet de déclaration à Grand-Bassam, du 12 au 14 septembre.



(PHOTO : DFI)

Adopo Fiacre, directeur des politiques et synthèses budgétaires.

confiance des opérateurs économiques, des investisseurs et des partenaires au développement du pays, selon Adopo Fiacre qui s'exprimait au nom de

directeur général du Budget et finances, Traoré Seydou. La Côte d'Ivoire est engagée, depuis quelques années, dans la promotion de la transparence

et l'efficacité dans la gestion de ses finances publiques. L'adoption du budget programmé à partir de janvier 2020 s'accompagne de plusieurs réformes

dont le renforcement de la déclaration sur les risques budgétaires ■

DAVID YA

**D**ans le cadre de l'élaboration et la mise en œuvre du budget programme 2020-2022, le gouvernement, à travers la direction générale du budget et des finances (Dgbf) a entamé l'élaboration de son document de déclaration sur risques pouvant entraver la bonne exécution budgétaire sur la période concernée.

Un atelier de pré validation technique de ce document s'est tenu du 12 au 14 septembre à Grand Bassam, à l'initiative du ministère auprès du Premier ministre chargé du budget, à travers la Dgbf. Ainsi que l'expliquait Adopo Fiacre, directeur des politiques et synthèses budgétaires (Dpsb), à l'ouver-

ture de l'atelier, le document de déclaration sur les risques permet de cerner et anticiper les risques budgétaires qui peuvent affecter les objectifs de mobilisation ou entraîner une mauvaise exécution des dépenses. « Cerner ces risques permettra de mettre en place les mécanismes nécessaires pour en atténuer les impacts et atteindre sereinement les objectifs budgétaires, et partant les objectifs de développement tels que visés par le Plan national de développement (Pnd) et le programme social du gouvernement (Psgouv) », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le document de déclaration sur les risques budgétaires permet de renforcer la

## Poste de Côte d'Ivoire Les comptes de l'entreprise approuvés

**L**es comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 de la Poste de Côte d'Ivoire ont été approuvés par Touré Prosper, représentant de l'actionnaire unique, l'État de Côte d'Ivoire. C'était au cours de l'assemblée générale ordinaire de la société d'État qui s'est tenue le 6 septembre au siège de l'entreprise, à l'immeuble Postel 2001, au Plateau.

Le rapport de gestion de l'exercice 2018 présenté par le Conseil d'administration mentionne que l'État a alloué 3,6 milliards de F Cfa à la Poste de Côte d'Ivoire en 2018. Un geste salué par le président du conseil d'administration, N'Goan Aka Mathias, qui a adressé ses vifs remerciements au président de la République, Alassane Ouattara.

N'Goan Aka Kacou Mathias

s'est aussi félicité du dynamisme observé dans la gestion de l'entreprise sur cette période. Il a rappelé notamment les différentes conventions de partenariat stratégique signées avec des entreprises comme Edipress, la direction générale des Impôts et la Bda, la réhabilitation et la réouverture de plusieurs agences postales anciennement fermées.

Cependant, la Poste de Côte d'Ivoire est loin d'atteindre son plein équilibre. Malgré l'accroissement de son chiffre d'affaires de 11,8 % par rapport à l'exercice 2017, sa « situation financière et ses capacités opérationnelles sont encore préoccupantes », selon N'Goan Aka Mathias ■

DAVID YA

(SOURCE LA POSTE DE CÔTE D'IVOIRE)



### COMMUNIQUE DE LA DIRECTION GENERALE DE LA SICOGI

La SICOGI informe son aimable clientèle que :

- Madame KAKOU YAO née Sery Marie Thérèse,  
ex-Directeur du Crédit et du Recouvrement,
- Monsieur AMANGOUA Hervé Francis  
ex-Chef de Service Contrôle de Gestion et Audit Interne et
- Monsieur DON Odje Isaac  
ex-Chef du Service Maintenance du Patrimoine, Sécurité et  
Gestion du Parc Auto,

Ne font plus partie de son personnel.

La SICOGI par conséquent décline toute responsabilité relative à toutes les actions que ces derniers pourraient engager pour le compte de l'entreprise.

Le Directeur Général

Préservation de la couche d'ozone

# Le gouvernement entend poursuivre ses efforts

Le monde entier célèbre aujourd'hui la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone.

**3** 2 ans et en voie de guérison. » C'est le thème de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone (Jipco) célébrée ce lundi 16 septembre, à travers le monde. Dans une déclaration lue à cet effet, à son cabinet à la Riviera Bonoum, le 13 septembre, le Pr Joseph Séka Séka, ministre de l'Environnement et du Développement durable, a exprimé la détermination du gouvernement à poursuivre ses efforts pour la préservation de la couche d'ozone. Selon Séka Séka, des résultats probants obtenus dans ses efforts de protection de la couche d'ozone ont permis à la Côte d'Ivoire d'être distinguée en 2012 et 2013 par le Programme des Nations unies pour l'Environnement (Onu-Environnement). « Notre pays, après la ratification du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, le 30 novembre 1992, a, comme tous les Etats Parties, suivi le mouvement d'ensemble pour la restauration de cette couche aux fins de maintenir toute forme de vie sur terre. En tout



Le Pr Joseph Séka Séka, ministre de l'Environnement et du Développement durable a lu la déclaration du gouvernement.

état de cause, il a pris part à toutes les actions prescrites par le Protocole de Montréal et qui ont été menées sur le plan national et international », a-t-il signifié. Et l'émissaire du gouvernement de souligner que

l'impact du Protocole est très positif sur l'ozone. « Plus de 98% des substances appauvrissant la couche d'ozone sont déjà éliminées, empêchant ainsi des dommages massifs à la santé humaine et à l'environ-

nement, par les rayons ultraviolets du soleil. De plus, précisent les scientifiques, jusqu'à 20 millions de cas de cancer de la peau et de la cataracte sont évités tous les ans », a-t-il révélé. A l'en croire, le Protocole de Montréal est également l'un des principaux contributeurs à la lutte contre le changement climatique. Car, dira-t-il, « cet accord a permis d'éviter plus de 135 milliards de tonnes d'émissions équivalentes de dioxyde de carbone de 1990 à 2010 ».

En outre, le ministre a ajouté que plusieurs actions de grandes envergures ont été menées avec succès pour l'éradication des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Il en veut pour preuve l'élimination des substances chlorofluorocarbones (Cfc) appelées fréons, utilisés dans la production du froid ; la fabrication de la mousse et les aérosols depuis 2010 ; un centre d'excellence de formation en froid vient d'être implanté au Centre de perfectionnement aux métiers de mécanique et d'électricité de Koumassi.

EMELINE P. AMANGOUA

Pêche artisanale

# Les clés de financement de la Fao

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Fao), en collaboration avec le ministère des Ressources Animales et Halieutiques, a organisé une table ronde des acteurs de la pêche artisanale avec les partenaires techniques et financiers. Cette rencontre, qui s'est tenue le 12 septembre à N'SA Hôtel à Grand-Bassam, portait sur le thème : « Offrir des avantages environnementaux, sociaux et économiques durables en Afrique de l'Ouest, grâce à une bonne gouvernance, des incitations correctes et l'innovation ». Son objectif global est de renforcer la gouvernance, la gestion et les chaînes de valeur des pêches grâce à la mise en œuvre d'une approche éco systémique des pêches, d'instruments internationaux pertinents et de partenariats novateurs en matière de gouvernance. « Cette rencontre de ce jour s'avère fondamentale car elle aboutira à une meilleure connaissance du secteur de la pêche artisanale en Côte d'Ivoire par les partenaires financiers, mais permettra également aux acteurs du secteur de connaître et mettre en application les normes requises afin de bénéficier des

marchés », a indiqué Samy Gaiji, Représentant Fao-Côte d'Ivoire. Avant de révéler qu'au plan mondial, le poisson représente près de 17% de protéine animale, avec 57 millions de personnes travaillant dans la chaîne de valeur capture. En Côte d'Ivoire, la pêche et la transformation du poisson représentent environ 1,5% du Pib. Le poisson contribue à près de 40% du total des protéines animales consommées dans le pays et les pêcheries génèrent plus de 7000 emplois directs et 400 000 emplois indirects, dont plus de 60% sont occupés par des femmes, impliquées dans la transformation et la vente du poisson. Pour Armand Gobleli Zegbeu, Point focal national Côte d'Ivoire, représentant Moussa Doso, ministre des Ressources animales et Halieutiques, l'amélioration de la gouvernance des pêcheries et de l'aquaculture, mais aussi, la qualité des ressources halieutiques pour préserver l'environnement et la santé des consommateurs s'avère primordiale. Plusieurs thèmes ont guidé les débats qui ont abouti au renforcement des capacités des participants venus d'Abidjan et de Sassandara.

SERGES NGUESSANT

Management / Hec Par

# Le bureau d'Abidjan s'inspire de l'expérience de Didier Drogba

Le bureau d'Abidjan de Hec Paris a reçu le 12 septembre, au siège de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci), l'ancien footballeur professionnel, Didier Drogba dans le cadre de sa tribune CEO Talk. Il s'est agi de renforcer les notions d'apprentissage en leadership de ses alumni. A l'occasion, Didier Drogba a insisté sur un certain nombre de valeurs qui ont fait de lui le meneur d'hommes qu'il a été à la tête de la sélection nationale de football, mais également l'homme d'affaires qu'il est devenu. En indiquant les qualités humaines qui renforcent les capacités managériales, l'ancien capitaine des Éléphants de Côte d'Ivoire a évoqué la nécessité de se mettre à la disposition des autres parce qu'a-t-il souligné, « à trop vouloir être le meilleur, vous oubliez que ce sont les autres qui vous font ». En plus des opportunités de renforcement des capacités, Didier Drogba a également invité les alumni ivoiriens de Hec Paris à chercher et analyser les opportuni-



tés avec l'ensemble de leurs collaborateurs pour plus d'efficacité. S'appuyant sur certains passages de sa vie, l'ancien footballeur international a aussi remis en exergue quelques traits de caractère qui forment un leader. Pour ce qui est de bien se vendre, il a évoqué son refus de signer un contrat de sta-

giaire que le Paris Saint-Germain notamment (Psg) lui a proposé à l'entame de sa carrière professionnelle. Didier Drogba a particulièrement relevé l'importance qu'il y a à croire en son projet, comme il l'a fait en devenant footballeur et en se hissant dans l'élite du football mondial, contre le pes-

sionisme de son père. Le conférencier n'a pas manqué de conseiller aux alumni de mettre en avant l'essentiel des objectifs et beaucoup de rationalité dans les prises de décisions. Au dire de Didier Drogba, ce sont les éléments qui ont fondé sa décision de rejoindre le Football Club de Chelsea en quittant l'Olympique de Marseille qui est son club de cœur.

Pour ce qui concerne les rumeurs, faisant état de sa volonté de briguer le poste de président de la Fédération ivoirienne de football, Didier Drogba a déclaré qu'une telle décision - si elle est prise - visera à mettre ses relations et son expérience du haut niveau à la disposition de son pays. Peu avant, John Ayé, directeur de Hec Paris pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, a exprimé la gratitude de son institution à la star ivoirienne du football, tout en l'invitant à rejoindre les programmes de formation qu'elle propose et dont six sessions sont annoncées avant la fin de l'année.

ABOUBAKAR BAMBA

Recensement des producteurs de café-cacao

# La Fédération des organisations accentue la sensibilisation

En vue de connaître l'effectif des producteurs et l'état de leurs plantations à l'effet d'une planification efficace des activités et intervention dans cette filière, Franck Sié Kambou, président de la Fédération des organisations des producteurs de café-cacao (Fopcc), en compagnie de ses collaborateurs, a effectué une visite de terrain du 12 au 14 septembre dans les régions du Loh Djiboua et du Gôh. Lors de ce déplacement, le premier responsable de la Fopcc, selon un communiqué transmis aux médias, a exhorté les producteurs à se faire recenser gratuitement afin de bénéficier des avantages et des appuis du gouvernement. D'autant plus que cette opération de recensement devait permettre aux planteurs de café-cacao de sortir de la pauvreté. Selon lui, par ce recensement, l'Etat entend disposer d'une base de données fiable pour leur apporter un appui dans la réhabilitation et l'entretien de leurs plantations. A l'occasion, Franck Sié Kambou a demandé aux producteurs de

réserver un accueil chaleureux aux agents en charge de l'opération de recensement. De même, il a saisi l'opportunité pour dénoncer des mensonges faisant croire que l'Etat « va prélever des impôts sur les producteurs une fois le recensement terminé ». C'est depuis février 2019 que le Conseil du café-cacao (Ccc) a lancé le projet de recensement des producteurs intervenant dans cette filière et de leurs vergers. Cette opération concerne toutes les régions productrices de café et de cacao. « En vue d'assurer une adhésion totale de tous les producteurs à ce projet innovant dans la filière café-cacao, la Fopcc, en partenariat avec le Conseil du café-cacao sensibilise les producteurs dans 13 grandes zones de production du 9 au 29 septembre 2019. Après les régions du Gôh, Loh-Djiboua, l'équipe de la Fédération va se rendre dans les régions de l'Indénié Djuablin, du Gontougo, Agneby-Tiassa, La Mé et du Sud Comohé », conclut le communiqué.

ANOH KOUAO